

**Sommet Union européenne -
Balkans occidentaux - Déclaration
de M. Emmanuel Macron, président
de la République, à son arrivée
(Sofia, 17 mai 2018)**

Q - Sur le dossier iranien, qu'est-ce que vous vous êtes dit hier ? Est-ce que l'Europe est préparée et est-ce que vous êtes inquiet pour les entreprises européennes et françaises notamment ?

R - L'Europe est là et elle se tient unie comme le rappelle le devant de ce bâtiment. Nous avons eu hier une discussion sur des sujets qui étaient à l'ordre du jour en termes d'innovation, de préparation à l'économie du futur où il y a un alignement très fort et la France et l'Allemagne qui ont en particulier proposé justement des idées fortes qui s'inscrivent dans le cadre des propositions françaises faites en septembre dernier pour financer davantage l'innovation. Nous avons eu ensuite une discussion nourrie sur les sujets en effet iraniens et commerciaux. Sur l'Iran, depuis le début, l'Europe se tient unie avec une volonté qui est de construire la paix et la stabilité dans la région. Celle que nous avons constamment défendue, celle que j'ai plaidée devant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre dernier qui considère que l'accord nucléaire de 2015 est un élément important de cet équilibre, c'est pourquoi nous le soutenons. Nos ministres des affaires étrangères avec Mme Mogherini ont vu le ministre des affaires étrangères iranien il y a deux jours et ont pu avancer en ce sens. Et nous allons oeuvrer pour maintenir le cadre de l'accord de 2015 quelles que soient les décisions américaines.

Q - Comment ?

R - Mais de manière très concrète, en apportant notre engagement politique, en faisant que nos entreprises puissent y rester et aussi en conduisant toutes les parties à poursuivre les négociations sur un accord plus large indispensable. C'est ce que j'ai défendu depuis septembre dernier qui consiste à dire que l'accord de 2015 a besoin d'être complété par un accord sur le nucléaire après 2025, un accord sur les activités balistiques et la présence régionale. Nous avons commencé ces discussions, j'ai moi-même à deux reprises parlé au président Rohani sur ce sujet et il y a une unité très forte des trois pays en particulier que sont Grande-Bretagne, Allemagne, France sur ce sujet, mais il y a eu hier une vraie unité européenne pour rappeler notre engagement dans ce cadre et notre volonté de préserver une souveraineté stratégique et économique de l'Europe.

Q- Monsieur le Président, sur Total qui menace de se retirer, est-ce que cela vous inquiète, est-ce que c'est la partie d'un rapport de force avec les Etats-Unis ou est-ce que c'est l'absence de gage suffisant de la part de la France ?

R - Non. Après, les entreprises en particulier les entreprises internationales qui ont des

expositions dans de nombreux pays, elles font des choix qui leur sont propres en fonction aussi des intérêts qui sont les leurs. Et il est pour moi essentiel que cette liberté soit laissée et je ne vais pas ici commenter telle ou telle décision. Ce qui est important, c'est que les secteurs, les entreprises en particulier de taille moyenne ou intermédiaire et qui sont peut-être moins exposées à des marchés américains ou autres, puissent faire ce choix librement. C'est d'ailleurs à cet égard que la Commission a proposé des mesures techniques que nous soutenons.

Q - Est-ce que vous êtes prêt Monsieur le Président, comme vous le demande Pierre Lellouche, à prendre éventuellement des contre-mesures en cas de pénalités financières touchant les entreprises européennes ? Contre-mesures vis-à-vis de sociétés américaines ?

R - Le sujet des contre-mesures doit se voir dans le cadre que nous avons toujours défini. Elles peuvent advenir lorsqu'il y a des discussions commerciales et cela est autre chose que le sujet iranien et nous y sommes prêts. Sur l'Iran, la clé c'est déjà de s'assurer que les entreprises qui seraient frappées par de telles mesures seront protégées et cela fait partie des mécanismes qui existent, ce n'est pas celui que nous privilégions aujourd'hui mais c'est celui de la compensation et de la protection des entreprises qui seraient frappées par ces contre-mesures. Cela ferait partie d'ailleurs de ce que nous avons discuté avec la Commission européenne hier.

Q - Le Règlement de 97...

R - Le Règlement de 96 qui serait dans ces cas-là revu et élargi.

Q - Est-ce que c'est acceptable d'accepter des quotas sur l'acier et l'aluminium ?

R - Ce que nous défendons sur ce sujet comme sur d'autres, c'est là aussi la souveraineté commerciale de l'Europe et ce que nous demandons c'est d'être exempté sans condition ni limite et de revenir au statu quo ante. Je l'ai déjà dit, moi je ne considère pas que l'on a à préférer ceci ou cela qui est en contravention avec les règles du commerce international. Et donc sur ce sujet aussi, notre volonté est de dire que l'on peut améliorer des choses, nous pouvons le faire dans un cadre qui est pacifié, mais le préalable à toute discussion avec les Etats-Unis c'est la levée sans condition technique ou de temps des tarifs qui ont été en tout cas proposés ou qui sont une menace pour le 1er juin. La condition préalable à toute négociation et toute amélioration du système multilatéral qui en termes par exemple de mécanisme de sanction de l'OMC ou autre peut exister, la condition préalable, c'est la clarté américaine et le fait qu'il n'y ait absolument aucun tarif, qu'il y ait une exemption sans condition et sans limitation de temps au 1er juin.

Q - C'est un Sommet consacré aux Balkans, est-ce que vous êtes favorable à l'élargissement de ces six nouveaux pays ?

R - Je l'ai déjà dit sur ce sujet, je suis favorable à l'ancrage des Balkans avec l'Europe et vers l'Europe mais je pense qu'il faut regarder avec beaucoup de prudence et de rigueur tout nouvel élargissement. Il y a des discussions qui sont en cours, il faut continuer à les mener. Il faut aider tous les pays qui sont en train de faire des réformes et qui avancent vers l'Europe et c'est

le choix géostratégique qui est le mien, mais je ne suis pas favorable avant d'avoir toutes les certitudes requises et avant d'avoir fait une vraie réforme permettant un approfondissement et un meilleur fonctionnement de l'Union européenne pour aller vers un élargissement. Ces quinze dernières années ont montré un chemin qui a affaibli l'Europe en pensant à chaque fois l'élargir. Et je pense que nous ne rendons service ni aux pays qui sont candidats à l'entrée ni à nous-mêmes en ayant un mécanisme qui en quelque sorte n'a plus de règle et qui va vers un élargissement toujours accru. Par contre, je suis favorable à ce que les Balkans occidentaux aient un dialogue stratégique renforcé, une perspective, que nous suivions de près les réformes qui sont faites et que nous les encourageons mais sans laxisme et sans hypocrisie./.